

SOCIAL/ÉCONOMIE

« Il faut un soutien direct aux ménages »

Pour aider l'économie, il va falloir aider les ménages aux revenus fragiles. « Une aide directe, comme pour les PME. »

● Pascale SERRET

Que les autorités cherchent à soutenir au mieux les PME et les indépendants, Christine Mahy n'y voit vraiment rien à redire. Ce n'est pas la secrétaire générale du Réseau wallon de lutte contre la pauvreté qui va critiquer des mesures destinées à aider les plus vulnérables.

« Mais notre analyse, c'est qu'il faut soutenir les ménages de la même façon, c'est-à-dire avec une aide directe de l'État. Le problème, c'est que l'État ne les voit plus comme l'entité centrale de cette société. Pourtant, sans les ménages, il n'y aura pas de relance économique. »

Éviter la spirale

Le Réseau wallon observe la mise en place de plusieurs groupes de travail, à l'initiative des autorités. « Une task force sanitaire, une pour le PIB, l'économie, les entreprises, etc. C'est logique. Par contre, quand on parle de la population, c'est au travers de l'impact que la



Christine Mahy : « Cette crise sanitaire se superpose à une crise sociale préexistante »

crise aura sur les institutions : les CPAS, l'assurance maladie-invalidité, le chômage... On ne se demande pas quel sera le coût directement pour les ménages », poursuit Christine Mahy.

Selon le Réseau wallon, on pourrait précisément éviter à une partie de la population de passer par la case CPAS, si on pouvait dès maintenant compenser un affaiblissement ou une perte nette de revenus pour ceux qui n'ont pas une « trésorerie » très vaillante, pour faire l'analogie avec les entreprises.

C'est le profil de toute une

série de travailleurs qui ont hérité de statuts fragiles, de flexi-jobs, d'un travail intérimaire, etc. « Cette crise sanitaire se superpose à une crise sociale préexistante. Le recours au chômage temporaire est une mesure positive, bien sûr. Mais recevoir 70 % de son salaire, c'est reçu différemment dans une famille avec deux revenus et un peu d'épargne ou dans un ménage avec un seul salaire à 1 400 €. C'est là qu'il faut éviter la spirale de l'appauvrissement. »

Bref. Oui, il faut remettre en selle les entreprises et les in-

« Le problème, c'est que l'État ne voit plus les ménages comme l'entité centrale de cette société »

dépendants. « Mais les ménages, c'est un revenu, de la consommation, des travailleurs potentiels dont la situation risque de se dégrader si on ne les aide pas maintenant. Parce que débloquer un soutien en 2^e ligne, quand les personnes ont déjà dégringolé, ça viendra trop tard et ce sera insuffisant. En plus, pour les finances publiques, ça coûtera plus cher que la prévention », insiste Christine Mahy.

Effet d'aubaine ?

D'où cette proposition d'une aide directe aux ménages qui en ont besoin, « la plus simple et la moins conditionnée possible ».

De quoi ouvrir la porte à tous les abus ? « Il n'y a pas de raison de se méfier plus des ménages qu'on ne se méfie des entreprises et des indépendants candidats à l'indemnité forfaitaire de 5 000 €. On doit faire la même chose pour les ménages au bord du gouffre, qui vivent avec un revenu affaibli ou une perte totale de revenus, sans matelas pour tenir le coup, le temps de sortir de la crise », conclut le Réseau wallon de lutte contre la pauvreté. ■

Budget à flux tendu

Le confinement n'est-il pas synonyme d'épargne pour les ménages ? « Pour rappel, près de 40 % de la population wallonne ne dispose pas ou extrêmement peu d'une épargne », rappelle le Réseau wallon de lutte contre la pauvreté. Certes, on ne va plus au resto, au cinéma, au concert, en vacances, etc. « En réalité, cette épargne forcée concerne ceux qui ont une certaine latitude, qui gardent leur travail, etc. Mais quand le budget est à flux tendu, toute perte de revenu même minime, ou totale, et toute augmentation de charges fixes, creusent inexorablement un trou et peut conduire rapidement à de l'endettement et des problèmes. » Ça se complique encore avec des crédits en cours. Des mesures ont été prises pour reporter le remboursement d'un crédit hypothécaire. « Mais les ménages les plus à risques sont majoritairement locataires. Une réflexion est en train de se mener pour que les crédits à la consommation soient également pris en compte »

RESTAURATION

Les fast-foods programment leur réouverture

Plusieurs chaînes de fast-food avaient fermé en raison de l'épidémie. McDonald's est le premier à annoncer sa réouverture.

● Thomas BERNARD

McDonald's rouvrira ses drive-in en Belgique dès ce mardi 21 avril, a annoncé l'enseigne de restauration rapide dans un communiqué.

Les clients seront servis par ce biais uniquement et les

nouvelles heures d'ouverture s'étendent de 11h à 21h.

Un menu simplifié est temporairement mis en place afin de faciliter le travail et donc de limiter le nombre de collaborateurs présents au même moment dans le restaurant.

Les mesures de protection qui accompagnent cette reprise partielle concernent tant le personnel (distanciation sociale par un marquage au sol, masque individuel et gants, lavage des mains encore plus fréquent) que les clients (commandes remises via un tiroir de sécurité ou avec une protection supplémentaire en plexi, paiement électronique ou sans contact privilégié, désinfection des terminaux de paiement), précise l'enseigne.

Seules les voitures seront

autorisées au drive-in. La chaîne demande qu'il n'y ait pas plus de deux personnes par véhicule.

Burger Brands, qui possède Burger King et Quick, nous confirme également qu'elle prépare une réouverture partielle en Belgique.

Les deux chaînes de fast-food rouvriront 40 drive-in ce jeudi 23 avril, soit un tiers du réseau belge. La société n'a pas encore communiqué sur les restaurants concernés.

Comme chez McDonald's, seuls les drives serviront les

clients, dans un horaire plus réduit et avec une offre limitée de produits.

« Nous pouvons aujourd'hui garantir un lieu de travail sûr, où les employés porteront des masques ainsi que des gants et pourront respecter la distance de sécurité sociale de 1,50 mètre », précise Kevin Derycke, CEO de Burger Brands Belgium.

« Des informations précises suivront sur les différents canaux de communication des deux chaînes », ajoute encore le CEO. ■